

IRAK

Daesh en déroute à Mossoul

Mossoul sera bientôt débarrassée des terroristes du groupe Daesh, les forces armées irakiennes faisant des avancées notables dans la vieille ville du nord de l'Irak et autour en dépit de la présence de civils.

Ces avancées sont illustrées par le contrôle notamment dimanche matin d'un hôpital et de plusieurs installations médicales près de la vieille ville de Mossoul, isolant un peu plus les terroristes dans leur dernier carré de résistance, selon des sources militaires irakiennes.

«Le quartier où se trouve l'hôpital, Al-Shifaa, a été entièrement repris à Daesh, limitant ainsi la présence des terroristes à la vieille ville», selon le général Raed Shakir Jawdat, de la police fédérale qui a précisé à la presse que ses forces «progressent sur trois axes, et poursuivent les groupes terroristes dans quelques secteurs restants de la vieille ville».

Ainsi, le piège se resserre certes autour des terroristes du groupe Daesh à Mossoul en Irak, où des milliers de civils et notamment des enfants se retrouvent utilisés par l'organisation terroriste comme boucliers humains.

Les derniers développements sont notamment marqués par l'intensification des assauts de l'armée irakienne soutenue par les populations et de temps à autre par la coalition internationale, dans l'ouest de la ville.

«La vie des enfants est confrontée à de multiples menaces», selon l'Unicef qui précise que «ceux qui sont pris au piège des combats se cachent dans leurs sous-sols, craignant le prochain assaut, et ceux qui tentent de fuir risquent d'être tirés dessus».

Les combats se sont considérablement intensifiés ces derniers jours, au moment où les forces irakiennes, épaulées par une coalition internationale, mènent «le dernier assaut contre Daesh pour l'y déloger de Mossoul, deuxième ville d'Irak. Même si l'imminence de la libération de Mossoul des terroristes de Daesh est attendue dans les prochaines heures», selon l'armée irakienne, l'ONU s'inquiète de menaces croissantes, notamment d'«évictions forcées contre des civils à Mossoul soupçonnés de liens avec Daesh», avait affirmé le porte-parole du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, Rupert Colville, précisant aux journalistes que «des centaines de familles ont été menacées de déplacement forcé et de tels développements sont extrêmement inquiétants».

Le Haut-Commissariat a reçu des informations évoquant des courriers «dits lettres nocturnes, laissées dans les maisons des familles ou distribuées dans les quartiers» et avertissant les gens de partir à une date donnée sous peine d'expulsion forcée.

Ces menaces sont fréquemment liées selon lui à des accords tribaux réclamant l'exclusion dans certaines zones de toute famille liée à Daesh.

C'est en ce sens, que l'ONU avait appelé les autorités irakiennes à «agir pour mettre fin à de telles évictions imminentes ou à tout type de punition collective», insistant sur le fait que ces «évictions forcées» constituent des actes qui «nuisent à la réconciliation nationale et à la cohésion sociale».

La symbolique de la prise de contrôle par les forces armées irakiennes de la mosquée Al-Nouri où le chef terroriste de Daesh, Abou Bakr al-Baghdadi, avait fait en juillet 2014 sa dernière apparition publique, illustre de l'imminence de la fin des combats et de l'expulsion de la deuxième ville d'Irak du groupe extrémiste radical.

Il faut dire que cette symbolique a été renforcée par la destruction par les terroristes eux-mêmes de cette mosquée et de son minaret penché, connu sous le nom de «Hadba» («la bossue») qui étaient des monuments emblématiques de Mossoul de par le fait que le minaret, dont la construction remonte à 1172, était un emblème de la ville et est imprimé sur les billets de 10 000 dinars irakiens. Les terroristes y avaient hissé leur soi-disant drapeau noir à son sommet, à 45 m de hauteur.

En outre, le sort d'Al Baghdadi demeure inconnu au moment où le groupe extrémiste perd la majeure partie du terrain qu'il avait occupé à la suite d'une offensive lancée en juin 2014.

«Même si une grande partie de la vieille ville de Mossoul a été libérée des éléments du groupe terroriste, plusieurs quartiers restent sous le contrôle de l'EI, y compris al-Farouq al-Thaniyah, Raas al-Kour, al-Maidan, Bab al-Jadid, Bab al-Toub et Sarijkanah», selon les forces d'élite du ministère irakien de l'Intérieur, qui encerclent des dizaines de terroristes de différentes nationalités, dans le nord de la vieille ville notamment.



Les forces irakiennes gagnent du terrain face aux terroristes du groupe Daesh à Mossoul.

«Il reste moins d'un kilomètre carré à reprendre», avait assuré le lieutenant-colonel Salam al-Obeidi, des services d'élite du contre-terrorisme qui mène l'assaut.

Les «quelques centaines de combattants de Daesh» qui résistent encore dans la vieille ville, rendent les combats plus difficiles et plus intenses que ceux connus au début de la guerre contre l'organisation ter-

roriste. Encerclés, les terroristes opposent une résistance farouche en ayant recours à «des engins piégés, des tirs au mortier, des attaques suicides ou des tireurs d'élite», sans oublier l'usage de boucliers humains pour ralentir les irrésistibles avancées de l'armée irakienne, selon les médias.

En effet, quelque 100 000 civils sont encore pris au piège dans la

vieille ville, et sont utilisés comme boucliers humains par les terroristes. Les forces irakiennes ont lancé une offensive en octobre pour reprendre Mossoul (nord) aux terroristes qui s'étaient emparés de la deuxième ville d'Irak en 2014.

Elles avaient repris en janvier l'est de la ville puis ont lancé une offensive en février sur l'ouest, où se trouve la vieille ville.

SYRIE

L'armée syrienne s'empare de points stratégiques

L'armée syrienne a reconquis de larges territoires à l'est d'Alep, de Homs et de Damas et bloqué des lignes de ravitaillement dans le désert syrien, et s'apprête à présent à reprendre le contrôle intégral des traditionnelles voies de transit des terroristes alors que des milliers de réfugiés et déplacés sont de retour chez eux laissant augurer une issue à la guerre en Syrie.

Les forces syriennes ont complètement chassé le groupe terroriste Daesh d'Alep, mettant fin à une présence de quatre ans dans la province septentrionale de Syrie.

Toute la région s'étendant de Rassafa, dans le sud de la province de Raqa, à l'harya, dans l'est de la province de Hama, est désormais sous contrôle de l'armée syrienne. A présent, elle se prépare à reprendre le contrôle du sud-est de la province d'Alep après la fuite des terroristes.

Dans cette même province, les forces gouvernementales ont pris le contrôle jeudi soir d'une route, isolant les 17 derniers villages encore tenus par Daesh dans la zone et poussant les terroristes à s'en retirer.

Cette importante route relie la province de Hama, à l'ouest d'Alep, à celle de Raqa, à l'est de la province. Il s'agit d'un nouveau revers pour l'organisation terroriste qui contrôlait fin 2014 la moitié de la province d'Alep.

Aussi, l'armée gouvernementale avait poursuivi ses opérations contre le Daesh à la périphérie de la zone de Dhlei'yat et y a repris le contrôle de plusieurs lignes de ravitaillement et collines donnant sur la zone de Hmeimah près des frontières administratives entre gouvernorats de Homs et Deir Ezzor dans le désert syrien.

En quelques heures, l'armée inflige un autre camouflet au groupe terroriste Daesh dans la banlieue de Hama et s'était emparée des points stratégiques, dont Chahed 9 et Chahed 10, à l'est du village de Cheikh Hilal dans la banlieue est de Salamiyah, selon les médias. Privé de ses voies de

ravitaillement et pris en tenailles par les forces syriennes, Daesh est en mauvaise posture et perd de nombreux éléments.

Depuis la victoire militaire de l'armée syrienne à Alep, le peuple syrien a commencé à goûter à l'espoir renaissant d'une issue de guerre qui dure depuis plus de sept ans. Ainsi, près d'un demi-million de Syriens sont rentrés chez eux depuis le début de l'année. L'on signale des retours spontanés de réfugiés mais aussi de déplacés internes.

Motivés par une amélioration des conditions de sécurité dans certaines régions du pays, plus de 440 000 déplacés internes sont ainsi rentrés chez eux, tandis qu'environ 31 000 autres Syriens qui s'étaient réfugiés dans les pays voisins ont regagné volontairement leur pays depuis le 1^{er} janvier 2017.

Ce chiffre porte à quelque 260 000 le nombre de réfugiés qui sont volontairement revenus en Syrie depuis 2015. La majorité d'entre eux s'étaient réfugiés en Turquie. Ils rentrent pour la plupart à Alep, Homs et Damas.

Au vu de ces retours croissants, le Haut-commissariat aux réfugiés (HCR) a commencé à intensifier ses capacités opérationnelles en Syrie afin d'accroître son assistance sur place en partenariat avec d'autres partenaires et organisations humanitaires. L'agence onusienne renforce également son activité de surveillance aux frontières afin d'analyser les mouvements des réfugiés et s'assurer que ces derniers retournent bien volontairement en Syrie.

Le HCR souligne par ailleurs que bien que les récents pourparlers de paix sur la Syrie à Astana et Genève ont offert un «espoir croissant», il n'en demeure pas moins que les conditions pour que les réfugiés rentrent en Syrie «de façon sûre et digne ne sont pas encore effectives».

Sur le plan humanitaire, le secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires de l'ONU, Stephen O'Brien, a décrit jeudi dernier une situation humanitaire «toujours grave» en Syrie, affirmant que le conflit ne fait que s'aggraver et menacer la vie de 13,5 millions de personnes. Il a de nouveau plaidé pour que l'aide de l'ONU et de ses partenaires parvienne jusqu'aux Syriens, en particulier aux 540 000 personnes assiégées.

La Syrie entrevoit le bout du tunnel malgré les provocations occidentales

Le chemin de la victoire des Syriens est semé d'embûches, mais l'accélération des événements laisse augurer une fin de guerre que même, de l'avis des analystes, «les provocations occidentales n'y changeront rien».

Le gouvernement syrien ayant été accusé de recourir à l'arme chimique, nie toute implication. Le centre de coordination russe à Hmeimim en Syrie a affirmé que l'armée syrienne n'avait pas utilisé les armes chimiques à Aïn Tarma dans la banlieue de Damas. «Il n'y a aucune observation de l'usage des armes chimiques par les forces gouvernementales ni à Aïn Tarma ni dans les zones avoisinantes», signe Moscou. La partie russe possède, par contre, des preuves qui confirment que les terroristes avaient utilisé en Syrie les armes chimiques et les munitions de fabrication étrangère. Les officiers russes ont pris des photos des éclats des équipements militaires et des munitions sur le terrain. La Russie juge que le rapport de l'Organisation internationale pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), à propos de l'utilisation de gaz sarin lors de l'attaque du 4 avril en Syrie, s'est basé sur des «données douteuses».

Le résultat du rapport de l'OIAC va servir de base à une commission conjointe (ONU et OIAC), qui devra dire si l'armée syrienne est responsable de ce bombardement chimique sur la localité de Khan Cheikhoun le 4 avril dernier.

L'attaque avait, pour rappel, fait 87 morts, dont de nombreux enfants, et avait été attribuée par les Occidentaux aux autorités syriennes qui avaient démenti en être à l'origine.

En riposte à cette attaque chimique, le Président américain Donald Trump avait lancé une attaque de missiles Tomahawk dans la nuit du 6 au 7 avril sur la base syrienne d'al-Chayraate à l'origine de l'attaque selon les Américains.

Pour en finir avec cette tragédie, la route sera encore longue pour les Syriens qui se sont réveillés dimanche sur un attentat suicide qui a frappé l'est de la capitale Damas. L'on parle de 18 morts. Les médias syriens ont évoqué deux autres attaques ayant été déjouées.